



**Secrétariat Uniterre**

Av. du Grammont 9

1007 Lausanne

Tél : 021 601 74 67

Fax : 021 617 51 75

[info@uniterre.ch](mailto:info@uniterre.ch)

[www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch)

*Aux médias*

Lausanne, le 7 octobre 2009

## Communiqué de presse

# Poursuite et intensification de la révolte paysanne

La réalité du libre marché laitier ou comment un commerçant de lait cherche et réussit à provoquer la surproduction et la chute des prix

Quelques producteurs ont freiné un camion de lait de l'entreprise de Werner Arnold [www.arnoldprodukteag.ch](http://www.arnoldprodukteag.ch) ce matin afin mettre en exergue les pratiques – peu connues du grand public - de l'entreprise et de certains producteurs qui conduisent au marasme laitier actuel.

Juste avant la suppression des contingents de lait au 1<sup>er</sup> mai de cette année, certains producteurs ont vendu leurs quotas de base (ce que l'on appelle lait de ligne, quotas A ou lait nécessaire à approvisionner le marché national) et les ont remplacés par des quantités supplémentaires obtenues gratuitement (appelée quantités hors quotas de base ou quotas B), réalisant une plus value dans la transaction.

Jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 2009 ces quantités supplémentaires étaient attribuées par l'Office fédéral de l'agriculture aux organisations de producteurs (plus d'une trentaine en Suisse) qui en ont fait la demande. Ces dernières sont chargées de les gérer et de les redistribuer à leurs membres producteurs. Comme les producteurs ont la possibilité de changer d'organisation, la concurrence est rude entre celles qui attribuent beaucoup ou peu de quantités supplémentaires.

Certaines des ces organisations sont directement liées à l'industrie (« organisations de producteurs-utilisateurs » - ou OPU- comme par exemple l'APLCrémo), d'autres sont plus indépendantes et revendent le lait de plusieurs producteurs à plusieurs industries (« organisations de producteurs » - ou OP - comme la MIBA, PROLAIT, LOBAG, l'OP Ostschweiz, etc.).

L'industrie qui achète fait donc jouer la concurrence (prix et quantités) entre toutes les OP/OPU qui lui livrent du lait.

Actuellement M. Walter Arnold, commerçant de lait et représentant de l'OP Ostschweiz, « part en guerre » pour obtenir du lait, entre autre dans la région de l'OP MIBA, une organisation qui a su gérer ses quantités en fonction de ses marchés (notamment ELSA).

Walter Arnold procède de la manière suivante :

Arnold attribue gratuitement des droits de production aux éleveurs qui souhaitent augmenter leur production ou alors qui ont préalablement vendu leurs quotas à d'autres. Aucune quantité de lait n'est donc retirée du marché. Ces droits de production attribués correspondent à des contrats de droit privé, passés en direct entre Arnold et une industrie x ou y. Une fois produit, ce lait supplémentaire est acheté aux producteurs au prix en vigueur ou légèrement **au-dessous**. Cette pratique met sous pression l'organisation locale de la MIBA (qui vend peut-être également à la même industrie x ou y). Elle doit s'aligner sur les prix et attribuer également des droits de produire supplémentaires à ses producteurs sous peine de les voir partir chez Arnold.

Sous pression d'Arnold, la MIBA participe donc à la surproduction de lait et entraîne la chute généralisée des prix payés aux producteurs, qu'ils soient affiliés à Arnold ou à la MIBA.

Ce schéma se répète actuellement partout en Suisse, la production a donc augmenté et les prix ont chuté pour tous les producteurs de lait industriel.

Au final, l'industrie obtient du lait de qualité suisse, pas cher et en grande quantité pour approvisionner l'ensemble de ses marchés (nationaux et internationaux). Les usines de transformation tournent à plein régime et appellent les producteurs et leur fond de soutien privé pour évacuer ensuite leurs stocks de poudre et de matières grasses excédentaires constitués (subventions à l'exportation). Pour elles, il n'y a donc qu'un minimum de risque commercial car elles répercutent leurs problèmes sur le prix du lait aux producteurs et comptent sur leur fond de soutien. Elles ne communiquent d'ailleurs jamais pour dire qu'il y a surproduction, elle communique toujours pour dire que le prix est trop haut par rapport à leurs marchés. Elles profitent donc des prix bas pour développer leurs marchés et augmenter leurs chiffres d'affaire.

De plus, elles maintiennent la pression sur les producteurs via des contrats, parfois à long terme, sans prix mais avec obligation de livrer, sous peine de représailles diverses et variées (rupture de la collecte de lait, retraits de quantités, etc.).

En conclusion, de nombreux producteurs sont contraints d'abandonner la production ou s'enlisent dans la sous-enchère salariale, dans la spirale de l'investissement et de l'endettement pour agrandir leurs structures - qui ne seront de toute manière jamais concurrentielles au plan mondial - pour essayer de compenser la baisse des prix...à moins qu'ils décident de se révolter - avec leurs collègues européens - et de stopper toute production qui ne couvre pas ses coûts...et jusqu'à nouvel avis, en Suisse, les coûts de production pour le lait s'élèvent au minimum à 1 Fr/kg.

#### Contacts presse :

JURA : Paul Sautebin, producteur de lait et co-président Uniterre-JU +41327512661/ 079 508 24 04 (Julien Boillat)

(F) Pierre-André Tombez, Président d'Uniterre +41796345487, [info@uniterre.ch](mailto:info@uniterre.ch)

(D) Rudi Berli, Secrétaire à Uniterre +41787077883, [r.berli@uniterre.ch](mailto:r.berli@uniterre.ch)

(F) Nicolas Bezençon, Secrétaire d'Uniterre +41795745412 [info@uniterre.ch](mailto:info@uniterre.ch)

(F) Valentina Hemmeler Maïga, secrétaire d'Uniterre +796721407 [info@uniterre.ch](mailto:info@uniterre.ch)